

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
Pôle carrières-matériaux  
Rue du Cul d'Anon – Parc d'activités Angers / Saint-Barthélemy  
CS 80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 5 janvier 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU**

54 avenue de l'Atlantique  
CS 50309  
53000 LAVAL

Références : 2022-111\_INSP\_RAP\_JLC\_PIGEON GRANULATS L-A - Entrammes.publiable  
Code AIOT : 0006300457

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU implanté Les Pommeraies 53260 ENTRAMMES. L'inspection a été annoncée le 05/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a lieu dans le cadre de la notification de cessation partielle d'activité d'une partie des parcelles de l'installation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU
- Les Pommeraies 53260 ENTRAMMES
- Code AIOT : 0006300457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière de roches massives (rhyolite), d'installations de traitement des matériaux extraits, d'une station de transit de matériaux de négoce et à l'accueil de matériaux inertes extérieurs destinés à être recyclés (concassage/criblage,...) ou utilisés au remblayage. Une installation de production de béton prêt à l'emploi est également présente sur le site.

La remise en état pour les parcelles abandonnées vise au retour à un usage agricole.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Cessation partielle.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.511-39-1 §I	/	Sans objet
2	Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1 §II	/	Sans objet
3	Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1 §III	/	Sans objet
4	Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-3 §I	/	Sans objet
5	Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-3 §III	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les parcelles abandonnées sont pour la plupart des parcelles qui n'ont pas été exploitées. La remise en état des parcelles abandonnées est réalisée en conformité avec l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2009 et du code de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Cessation partielle d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.511-39-1 §I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Notification
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
<b>Constats :</b> L'exploitant a déposé, le 2 décembre 2022 un porter à connaissance version 3 complété (déposé initialement le 13 mai 2022 et complété le 9 juin 2022) relatif à la modification des conditions de remise en état et à la cessation partielle d'activité de la carrière concernant la renonciation de secteurs de 6 parcelles qui n'ont fait l'objet d'aucune extraction ni d'aucun usage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Cessation partielle d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1 §II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mesures prises ou prévues
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
<b>Constats :</b> La notification indique notamment que: -Il n'y a eu aucune activité d'extraction par engins mécaniques ou tirs de mines sur les parcelles ou parties de parcelles abandonnées; -Il n'y a pas eu de stockage de produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ou des sols sur ces parcelles; -Il n'y a eu aucune opération de remblayage sur ses parcelles. Lors de la visite du 13 décembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les parcelles B 1273 et B 1275 au Sud ont conservé leur usage agricole. Ces terrains sont utilisés par la ferme de "La Babinière". Un merlon, une clôture et une haie empêchent tout accès à la carrière depuis ces parcelles. Les parcelles B 1460 pour partie (pp) et B 1463 pour partie (pp) sont occupées par le chemin d'accès à la ferme de "La Pommeraie" et les secteurs abandonnés ne présentent aucun danger. Un merlon et une clôture empêchent tout accès à la carrière depuis ces parcelles. Il faut noter que la parcelle B 1463 d'une surface de 1694 m2 n'était pas dans le périmètre autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2009. La partie conservée dans le périmètre de la carrière est occupée par le merlon périphérique sur une surface d'environ 770 m2.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Cessation partielle d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1 §III
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, État du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 13 décembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les parcelles abandonnées situées au Sud-Ouest du site cadastrées section B n° 1273, n° 1275 et n° 1276 sont des parcelles en culture. Elles n'ont pas été impactées par l'exploitation de la carrière. Concernant les parcelles abandonnées au Sud de l'exploitation dont la remise en état a été légèrement modifiée, l'inspection des installations classées constate : -pour la parcelle n° 1460 pp: la partie abandonnée est remise en état en chemin pour l'accès à la ferme "des Pommerais" et aux parcelles agricoles ; -pour la parcelle n° 1461: la partie abandonnée est restée en parcelle cultivée et pour une petite partie en chemin. Cette parcelle n'a pas été impactée par l'exploitation de la carrière;

-pour la parcelle 1463 pp: la partie abandonnée est remise en état en chemin d'accès à la ferme "des Pommeraiies" et aux parcelles agricoles. La remise en état est réalisée en conformité avec l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2009 qui prévoit un retour à un usage agricole.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 :** Cessation partielle d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-3 §I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mémoire des mesures prises ou prévues
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p><b>Constats :</b> La remise en état des parcelles abandonnées permet un usage agricole. L'exploitant a transmis au préfet un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Le mémoire précise que:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Il n'y a pas de mesure de maîtrise des risques liés aux sols de nécessaires ;</li> <li>-Il n'y a pas de mesure de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines à prendre;</li> <li>-Il n'y a pas de surveillance à exercer;</li> <li>-Il n'y a pas de servitude ou de restriction d'usage à mettre en oeuvre.</li> </ul> <p>Lors de la visite du 13 décembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les terrains abandonnés sont des parcelles utilisées à des fin agricoles, en culture ou en chemin agricole de liaison entre parcelles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 :** Cessation partielle d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-3 §III
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Information du préfet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>

III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

**Constats :** L'exploitant a notifié au préfet la cessation le 13 mai 2022 complétée notamment le 2 décembre 2022.

L'inspection des installations classées a constaté la réalisation des travaux de remise en état. Le présent rapport transmis au préfet vaut procès-verbal de récolement. L'inspection des installations classées propose au préfet d'en adresser un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### ANNEXE I: Plan de situation des parcelles abandonnées.

Parcelles abandonnées

